

TERMES DE REFERENCE

Appui à la promotion du financement de l'égalité de genre auprès des institutions financières au Maroc

I. Contexte

ONU Femmes, ancrée dans la vision de l'égalité inscrite dans la Charte des Nations unies, œuvre pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, l'autonomisation des femmes et la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement. Au Maroc, la mission d'ONU Femmes est d'appuyer l'accélération des progrès en matière d'égalité des sexes et de promotion des droits des femmes mené par le pays.

Malgré les progrès en faveur de la réduction des inégalités entre les sexes, de nombreux défis persistent dans tous les pays et toutes les sociétés du monde, et ont été aggravés par la crise de la COVID-19 qui a affecté les femmes de manière disproportionnée. Devant ce constat, et à moins de dix ans pour la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, il est essentiel d'accélérer les solutions de financement qui favorisent l'égalité des sexes. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, les parties prenantes se sont engagées à œuvrer pour augmenter les investissements visant la réduction des inégalités entre les sexes et promouvant l'autonomisation des femmes. De nouvelles opportunités de financement et d'utilisation du capital axées sur les objectifs de développement ont ainsi été explorées même si la trajectoire d'un financement accru du développement, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes a été considérablement perturbée par la COVID-19.

En effet, les marchés des capitaux peuvent jouer un rôle important dans le financement du progrès vers le développement durable et l'égalité des sexes dans les secteurs public et privé. En tant qu'expert technique de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ONU Femmes cherche à promouvoir les instruments financiers et émissions d'obligation qui contribuent à la durabilité, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en cohérence avec la politique gouvernementale et l'agenda de l'égalité du pays.

II. Objectif Général

Appui à la promotion du financement de l'égalité de genre auprès des institutions financières au Maroc.

III. Résultats attendus

- Identifier les opportunités de partenariat avec les institutions bancaires et investisseurs en vue de soutenir les activités de plaidoyer /sensibilisation pour un environnement favorable à une finance durable et inclusive
- Développer une meilleure connaissance sur les produits financiers visant l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes
- Promouvoir les sources d'innovation financières contribuant à l'égalité de genre
- Identifier les voies de renforcement des synergies entre parties prenantes (secteur privé, partenaires institutionnels, acteurs financiers) en matière de finance durable et inclusive.

IV. Description des tâches :

1. Élaboration d'un benchmark international :

Le soumissionnaire produira un rapport de benchmark qui comportera les aspects suivants :

- Une synthèse des bonnes pratiques internationales en matière d'intégration du genre dans les produits proposés par les banques ;
- Un listing des marchés des instruments financiers durables intégrant le genre ;

In case of discrepancy the english version will prevail

- Un inventaire des standards, normes et orientations disponibles adaptés à la dimension genre.

2. Identification et analyse des secteurs privé et financier du Maroc :

Le soumissionnaire produira un document analytique qui comportera les aspects suivants :

- Identification des acteurs du secteur privé et financier ;
- Analyse des produits financiers existants pour identifier des sources d'innovation financières
- Identification des investissements socialement responsables ;
- Réalisation d'une revue des documents légaux et réglementaires encadrant les systèmes financiers et bancaires ainsi que des données disponibles relatives à l'intégration du genre ; Recommandations pour la mise en place de mécanismes d'intégration du genre dans les opérations et produits financiers des banques et secteur privé ;
- Recommandations pour renforcer les synergies entre acteurs privés et institutionnels dans la discussion sur la finance durable et inclusive.

3. Accompagnement stratégique

Le soumissionnaire sera chargé de :

- Apporter du conseil stratégique pour le soutien des activités d'ONU Femmes dans la mobilisation des ressources et la structuration du financement, la recherche et le plaidoyer.
- Soutenir les processus de développement d'un cadre de financement et d'une stratégie de partenariat.

4. Elaboration d'un plan de communication

Le soumissionnaire proposera un plan de communication afin de sensibiliser les parties prenantes au processus d'élaboration du diagnostic, faciliter leur mobilisation et la diffusion des résultats et recommandations à travers :

- L'animation en présentiel de dialogues politiques (Policy dialogue) avec le secteur privé, les institutions financières et acteurs pertinents :
 - o Organisation de tables rondes à Casablanca avec les représentant.es du secteur privé qui seront identifiés et invités par le soumissionnaire sélectionné ;
 - o Organisation de table ronde à Casablanca avec les représentant.es des institutions financières qui seront identifiés et invités par le soumissionnaire sélectionné ;
 - o Organisation d'un colloque international sur la finance durable et inclusive à Marrakech
- Préparation du contenu et la documentation pour les dialogues politiques et le colloque international
- Identification et mise en relation avec les medias les plus pertinents à l'échelle national, régionale et internationale afin de soutenir le plaidoyer autour de la finance durable et inclusive.

V. Durée et calendrier de la mission

La durée de cette prestation est de 6 mois

VI. Livrables prévus

Livrable 1 : Rapport du benchmark international

Livrable 2 : Document analytique des secteurs privé et financier du Maroc incluant les recommandations

Livrable 3 : Plan de communication

Livrable 3 : Organisation et animation de tables rondes et un colloque international

La langue de la proposition et des livrables est le français

METHODE ET CRITERES D'EVALUATION

1. Evaluation préliminaire :

L'évaluation préliminaire sera réalisée afin de déterminer si les offres respectent les exigences administratives de la demande de proposition. Les propositions sont vérifiées pour s'assurer de leur conformité avec les exigences suivantes :

Critères	Documents permettant d'établir la conformité
Intégralité de la proposition	Tous les documents et la documentation technique demandés dans les instructions au soumissionnaire ont été fournis et sont complets
Le soumissionnaire accepte les conditions générales de contrat d'ONU Femmes	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)
La durée de validité de l'offre est respectée	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)
L'offre est complète et remplit les conditions d'éligibilité	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)

Critères d'éligibilité	Documents permettant d'établir la conformité
Le soumissionnaire est enregistré dans les registres légaux (Registre de commerce, tribunal administratif...)	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les soumissionnaires ne figurent pas parmi les fournisseurs suspendus par les Nations Unies ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les soumissionnaires n'ont pas eu d'expériences négatives au préalable avec le Bureau d'ONU Femmes Maroc ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Le soumissionnaire n'est pas déclaré en faillite, n'est pas impliqué dans une procédure de faillite ou de redressement judiciaire, et il n'y a pas de jugement ou d'action en justice en cours contre le soumissionnaire qui pourrait nuire à ses activités dans un avenir prévisible	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les offres sont signées par la personne habilitée à signer au nom du soumissionnaire, y compris une procuration si stipulée ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)

Critères de qualification	Documents permettant d'établir la conformité
Historique des contrats non performants : La non-exécution d'un contrat n'est pas due à une défaillance du contractant au cours des trois dernières années.	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Historique des litiges : Pas d'historique cohérent des décisions de justice/arbitrage à l'encontre du prestataire des 3 dernières années.	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Expérience antérieure :	
Minimum d'années d'expérience pertinente : 3 années	Formulaire d'éligibilité et de qualification (formulaire en ligne) / Proposition technique
Minimum de contrats de valeur, de nature et de complexité similaires mis en œuvre au cours des 3 dernières années. (Pour les JV/Consortium/Association, toutes les parties doivent satisfaire cumulativement à cette exigence).	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Situation financière:	
Liquidité : le ratio actif moyen à court terme / passif à court terme au cours des trois dernières années doit être égal ou supérieur à 1. Le fournisseur doit inclure dans sa proposition des bilans vérifiés couvrant les deux dernières années	Copie des états financiers / bilans vérifiés pour les trois dernières années. / Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)

Évaluation de la proposition technique :

La proposition technique est évaluée et examinée afin de déterminer si elle répond aux besoins exprimés dans le présent document. La qualité de chaque proposition technique sera évaluée conformément aux critères d'évaluation technique et barèmes suivants :

Critère 1. Expérience et Capacité du soumissionnaire (Expertise de l'organisation soumettant la proposition)		Points obtenus
1.1	Structure Organisationnelle Foot note au soumissionnaire : Fournir une brève description de l'entité soumissionnaire (type de l'entreprise, année de constitution, capital, définition des activités principales, effectif, taille de l'organisation, solidité de la gestion...)	20
1.2	<ul style="list-style-type: none"> • Informations sur la situation financière du soumissionnaire qui n'indiquent pas de problèmes financiers, tels que la valeur nette des capitaux propres négative, association à une faillite, insolvabilité, mise sous séquestre, litiges majeurs, privilèges, jugements ou mauvaises cotes de crédits ou historique de paiement • Information indiquant que le soumissionnaire n'est pas en faillite, n'est pas impliqué dans une procédure de mise en faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a aucun jugement ou action en justice contre lui qui pourrait nuire à ses activités dans un avenir proche. Foot note au soumissionnaire : Capacité financière : le soumissionnaire doit démontrer sa capacité financière en fournissant les documents suivants : Bilan des 2 dernières années, RC modèle J / Maroc ou attestation de non-liquidation pour les soumissionnaires en dehors du Maroc, attestation d'inscription aux impôts).	30
1.3	Pertinence des connaissances spécialisées : Expérience requise dans le domaine de l'égalité de genre . Foot note au soumissionnaire : Décrire des expériences similaires avec d'autres organisations. Fournir au minimum 3 attestations de référence relatives aux projets similaires menés indiquant : le nom du client, valeur du contrat, période la performance, la nature des biens et services fournis, contact du client (nom, tel, email)	100
Total des points pour les critères 1. Expérience et capacité du soumissionnaire		150
Critère 2. Méthodologie et Plan de travail (Méthodologie proposée)		Points obtenus
2.1	Analyse du contenu, méthodologie – Analyse du contenu, méthodologie – y compris la compréhension du soumissionnaire du travail d'ONU Femmes, l'adhésion aux principes d'achat et aux termes de référence. Foot note au soumissionnaire : Fournir une description de l'approche, de la méthodologie et de la gestion des ressources du soumissionnaire pour réaliser la prestation. Expliquer la compréhension du soumissionnaire des besoins décrits dans les TdRs. Identifier les lacunes dans la description des besoins de la prestation sur la base des informations fournies. Décrire comment le soumissionnaire se conformera aux principes du Procurement d'ONU Femmes si une opération d'achat est effectuée au nom d'ONU Femmes. Les principes généraux du Procurement d'ONU Femmes : a) Meilleur rapport qualité / prix. B) Équité, intégrité et transparence. C) Concurrence effective. D) L'intérêt supérieur d'ONU Femmes	250
2.2	Gestion – chronologie des livrables Foot note au soumissionnaire : Fournir un retroplanning détaillé pour la mise en œuvre des prestations demandées conformément aux TdRs. Les activités doivent être correctement séquencées, logiques et réalistes.	50
Total des points pour le critère 2. Méthodologie et Plan de travail		300

Critère 3. Plan des ressources, Personnel clé (Qualification et compétences de l'équipe proposée)		Points obtenus
3.1	<p>Curriculum vitae de l'équipe proposée qui sera impliquée à temps plein ou à temps partiel. Soumettre un organigramme indiquant le lieu du soumissionnaire (ville et pays), les rapports hiérarchiques, ainsi qu'une description de la structure de l'équipe. Indiquer la disponibilité des ressources en termes de personnel et équipements nécessaires pour l'exécution des TdRs. Décrire la structure de l'équipe/personnel proposé(e) et les tâches (y compris la supervision) qui seront attribuées à chacun.e pour la réalisation de la prestation demandée.</p> <p>Expert.e I : Expert Senior en Finance et investissement Master en finance, administration des affaires, économie ou dans un domaine connexe, issu d'une grande école de commerce ou d'ingénieur Au moins 15 ans d'expérience dans l'investissement, la finance privée ou publique, critères ESG et/ou investissement d'impact. Expérience avérée avec des institutions bancaires, financières et investisseurs Une expérience en financement du développement ou investissement d'impact serait un atout Maîtrise du français et de l'anglais. Excellentes compétences en matière de rédaction et de communication.</p> <p>Expert.e II : Manager en investissement et finance Diplôme d'études supérieures en finance, en administration des affaires, en économie ou dans un domaine connexe, issu d'une grande école de commerce ou d'ingénieur Au moins 10 ans d'expérience dans l'investissement, la finance privée ou publique Connaissance en financement du développement et de l'investissement d'impact Maîtrise du français et de l'anglais. Excellentes compétences en matière de rédaction et de communication.</p> <p>Expert.e III : Analyste en investissement et finance Diplôme d'études supérieures en finance, en administration des affaires, en économie ou dans un domaine connexe, issu d'une grande école de commerce ou d'ingénieur Au moins 5 ans d'expérience dans l'investissement, la finance privée ou publique Expérience en matière de recherche et d'application des meilleures pratiques, outils et approches ; Expérience antérieure de travail ou d'engagement avec des institutions financières dans le secteur public ou privé est un atout. Maîtrise du français et de l'anglais. Excellentes compétences en matière de rédaction et de communication.</p> <p>Profil sur l'égalité de genre</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire est fortement encouragé à inclure des informations sur le pourcentage de femmes : (1) employées dans l'entité, (2) occupant des postes de Direction, (3) actionnaires. Ceci ne sera pas un critère d'évaluation, à moins que deux offres soient identiques (c.-à-d. ayant obtenu le même nombre de points totaux dans le cas de la méthode d'évaluation cumulative et/ou en cas de prix identique dans le cas de devis techniquement conformes/acceptables). Bien que cela ne soit pas un facteur d'évaluation, ONU Femmes collecte ces données à des fins statistiques, en vue d'appuyer son mandat de promotion de l'égalité entre hommes et femmes et d'autonomisation des femmes. Les soumissionnaires sont également invités à : (1) devenir signataire des d'autonomisation des femmes (si plus de 10 employés) http://weprinciples.org/Site/PrincipleOverview ; ou (2) signer l'accord volontaire visant à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes (si moins de 10 salariés). Les bonnes pratiques d'entreprises favorisant l'égalité de genre se trouvent ici: http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/ 	250
Total des Points pour Critère 3. Plan des ressources, Personnel clé		250
TOTAL DES POINTS		700